

# SYNDICALISME ET PARTICIPATION

**Robert Jungk \***

## Politique et technocratie

La dégradation de la qualité de la vie dans les sociétés industrialisées remet en question la confiance aveugle dans la pensée technique. La gestion, la précision, la rapidité et la rentabilité ne se justifient qu'à court terme et dans un domaine étroit. A long terme, c'est au contraire l'imprécision, la précipitation et le gaspillage.

L'objectivité de la science a été affaiblie par ses études incomplètes, son irrationalité et à cause du regard limité qu'elle pose sur le monde. On a cru pouvoir façonner l'environnement et traiter le sujet humain en objet, au mépris des forces naturelles, humaines et sociales. Le doute s'est renforcé avec les relations de plus en plus étroites entre la technique et la guerre : on s'est demandé si la recherche technique ne portait pas en soi les germes de ses utilisations néfastes.

La science est donc idéologie ; en se cantonnant dans les détails, elle a perdu de vue l'ensemble. Le capitalisme en a fait un mode d'exploitation, négligeant les effets secondaires de ses moyens techniques. Ses détracteurs eux-mêmes n'ont pas saisi le lien étroit entre l'asservissement de l'homme et l'exploitation de la nature : ils ont critiqué les rapports de production et la propriété des moyens de production mais pas les effets du système technique lui-même. La machine représente ainsi un « cheval de Troie » à l'intérieur du mouvement syndical, tant qu'il ne la remettra pas en question. Les pays socialistes ont continué à donner la prépondérance au produit sur le producteur et ont laissé des comportements typiquement technocratiques s'insinuer dans leurs institutions. Les notions d'efficacité, de quantité prennent le pas sur la démocratie et la qualité, la valeur d'échange sur celle de l'utilisation.

La passivité politique des citoyens n'est maintenant plus assurée. D'une part, les effets des satisfactions matérielles s'atténuent et on voit poindre des

revendications qualitatives. De l'autre, la crise de l'environnement dépasse déjà les problèmes de niveau de pollution pour atteindre le mode de vie.

## Le refus du fatalisme

Les politiciens conscients doivent passer d'une action défensive tactique contre « la force des choses » à une offensive qui restaure les valeurs humaines et mettent dans la balance tous les facteurs non mesurables, tels que les besoins de l'homme. Cette restauration d'une « qualité de vie » morale et physique passe par l'humanisation de la technique et du travail.

Robin Clarke a opposé à la technologie « dure » une technologie « douce » caractérisée par la décentralisation de la production qui deviendrait ainsi artisanale, variée, non polluante à cause de ses faibles besoins énergétiques, et démocratique. Cette « régression » est déjà envisagée quand on parle de réduire les villes à un maximum de 250 000 habitants. Cette forme de croissance paraîtra nulle du point de vue de la quantité, mais non de la qualité.

**Gerhard Leminsky \***

## Revendications qualitatives

En réalité, le premier front de lutte des travailleurs dans les années à venir, se situera, beaucoup plus, en Allemagne de l'Ouest, contre les directions syndicales que contre les patrons. En effet, les augmentations de salaires (pour reprendre la principale revendication actuelle) peuvent être prévues à l'avance dans les trésoreries des entreprises, et, donc, obtenues sans grève. Plus difficile, en revanche sera d'obtenir des leaders syndicaux, surtout quand ils sont à la tête des entreprises cogérées, qu'ils renoncent à leurs privilèges, pour mettre à l'ordre du jour les nouveaux thèmes qualitatifs. Par leur nature même, ceux-ci nécessitent un large contrôle de la base : elle n'obtiendra pas ce contrôle sans peine.

\* Membre de l'Institut des Sciences Sociales et Economiques de la Confédération des Syndicats Allemands, Düsseldorf.

**Gian Primo Cella \***

## L'humanisation du travail

Actuellement, le travail dans les grandes entreprises est qualitativement insatisfaisant pour le travailleur. Humaniser ce travail, ce serait restaurer progressivement la qualification, la responsabilité et l'initiative à tous les niveaux, afin de dominer l'écart existant entre le travailleur qualifié qui améliore sans cesse sa qualification et le travailleur non qualifié que son travail use au lieu de former.

L'introduction des techniques modernes n'atténue pas la séparation entre les tâches de conception et d'exécution mais la renforcerait plutôt.

Le progrès technique n'a donc pas d'influence décisive sur la qualification du travail.

Parmi les problèmes qui se posent à la direction de l'entreprise, la motivation des travailleurs non qualifiés n'est pas le moindre. Pour attacher ces travailleurs à l'entreprise, la direction a trois possibilités :

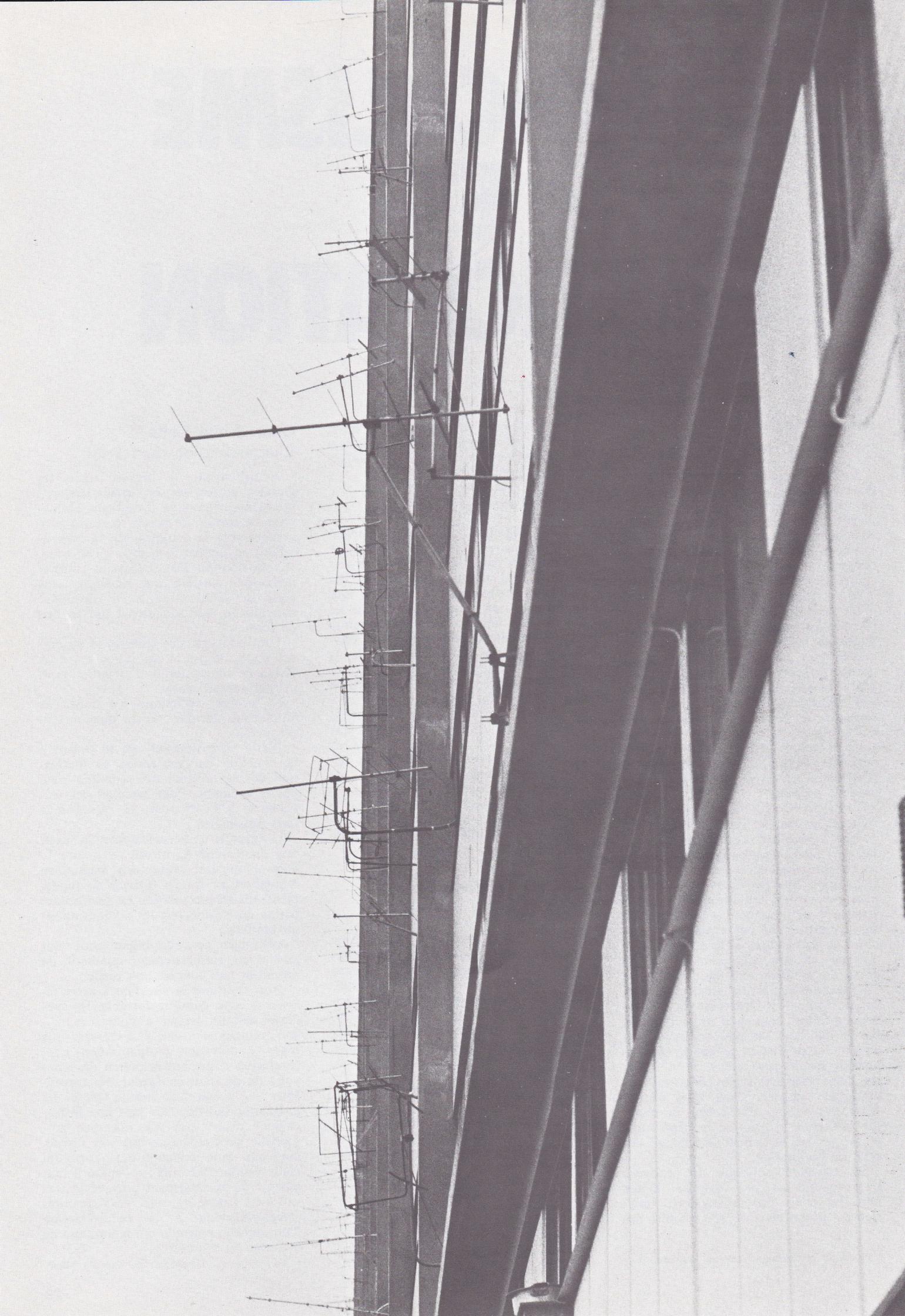
- les menacer de licenciement si la situation du marché du travail s'y prête ;
- les rémunérer avec des incitations étrangères au travail (primes de rendement) mais cette solution est maintenant battue en brèche par les revendications qualitatives ;
- créer une nouvelle organisation qui amène un enrichissement qualitatif du travail et une concertation réelle.

Pour conduire la direction à avoir recours à cette dernière formule, les syndicats doivent passer à l'offensive : — leur premier soin doit être d'exiger que toute modification d'organisation s'accompagne d'une redistribution des pouvoirs de décision en faveur des travailleurs ; — il leur faut ensuite refuser les incitations individuelles tant que le travailleur n'aura pas une influence personnelle prépondérante sur son travail, ainsi que toute réduction des normes ou compression d'effectifs ; — enfin, il faut obtenir un reclassement puisque le travail s'est trouvé valorisé, en s'opposant catégoriquement à la réintroduction d'une échelle nouvelle qui hiérarchise de nouveau les salaires.

G.P.C.

\* Professeur de Sociologie du Travail, Milan.

\* Professeur et écrivain, Salzbourg, Autriche.



**Harry Pross \***

## Les média dans une société démocratique

La communication de masse est régie par les règles de toute production de masse : il se dégage une tendance vers la norme, vers la neutralité, le nivellement. L'élargissement du champ d'action des média renforce le contrôle de leur production puisque les risques économiques sont plus grands. La qualité devient impossible, tout ce qui est marginal est éliminé. Le symbole varie selon les règles du marketing.

L'amélioration de la qualité de la vie passe donc par le développement d'une réflexion critique aux dépens de la reproduction de l'événement et du commentaire.

Mais les média sont aussi un jeu : l'augmentation de la consommation des média pendant le temps de loisir est très nette. Ce sont des jeux son et lumières domestiques pour rompre l'isolement ; mais l'appareil de radio ou de télévision n'est pas un interlocuteur à part entière et ne favorise en rien la connaissance ni la communication.

C'est l'autre changement fondamental qu'il faut apporter aux communications de masse : apprendre à leurs utilisateurs la manière de s'en servir en promouvant une éducation des loisirs.

**B.C. Roberts \*\***

## Le rôle des syndicats

A l'échelon national, les salariés doivent être représentés dans les organes de décisions économiques. Ce rôle de représentation, dans les pays de l'Est, appartient aux syndicats mais ils ne constituent pas une force autonome. Par contre, dans les entreprises, ils jouent un rôle d'arbitre, de canal de communication et d'administrateurs des services sociaux. Dans les pays de l'Ouest, c'est l'Etat qui arbitre tandis que patrons et syndicats ont la plus grande autonomie. Il faut garantir cette autonomie en face de l'accroissement des pouvoirs de l'Etat.

A l'échelon local, il est nécessaire que les syndicats continuent à exercer leur pression mais qu'ils préparent aussi les masses à la mutation du rôle syndical : les éduquer pour qu'elles acceptent de considérer le plus long terme, consentir des sacrifices puisque leur sécurité est garantie, participer aux décisions en connaissance de cause.

C'est un rôle qui réclame des accords internationaux en face des sociétés multi-nationales et des accords européens puisqu'on se dirige vers une unification de l'Europe. Il faudra aussi que les syndicats acceptent l'idée que le meilleur atout des pays sous-développés consiste dans leur main-d'œuvre à bon marché et abandonnent les critères occidentaux qui contribuent à creuser le fossé.

Ainsi donc, on dépasse l'opposition de deux blocs pour arriver à un équilibre où la vie sociale, la formation et l'expression deviennent prioritaires.

**B.C.R.**

\* Professeur d'Information Publique, Berlin, R.F.A.

\*\* Ecole des Sciences Economiques et Politiques, Londres, Grande-Bretagne.

**Ken Coates \***

## Qualités de la vie et contrôle ouvrier

Ouvrier de la onzième heure, l'homme s'aperçoit aujourd'hui que son univers est fini. Mais plus encore que de l'environnement, c'est du gaspillage du potentiel humain qu'il faut se plaindre, car c'est la seule ressource illimitée que possède l'homme.

Selon Norbert Weiner, « il est plus facile d'organiser une usine qui utilise les hommes au millième de leur valeur que de bâtir un monde où ils puissent atteindre leur réelle dimension ». Kant ne disait pas autre chose en prônant de « traiter l'autre comme soi-même et y voir une fin et non un moyen ». Le monde moderne viole constamment cette règle. Les tâches sont déterminées par d'autres que ceux qui les accomplissent et c'est le fondement de leur pouvoir.

Il ne faut pas se satisfaire de termes nouveaux qui ne changeraient pas la réalité, comme la « participation ». De son côté, le « contrôle ouvrier » recouvre des réalités diverses, des conquêtes syndicales plus ou moins étendues. Mais les travailleurs réclament de plus en plus fortement un rôle effectif dans les décisions du management : les revendications qualitatives croissantes et l'apparition de celles des « cols blancs » en sont un signe déterminant.

La contradiction entre planification et démocratie n'est qu'apparente : au contraire, l'expansion des industries de consommation qui résulte de la planification rend vitale la participation démocratique aux décisions. La libre discussion est une barrière efficace contre la bureaucratie, ainsi que l'indépendance que les syndicats doivent conserver. Les représentants ouvriers doivent pouvoir être révoqués et les travailleurs accéder à la culture, par la diminution de la journée de travail.

**Alessandro Pizzorno \*\***

## Le syndicat et la base

Dans l'entreprise, les grèves sont de plus en plus coûteuses pour la production, mais aussi de plus en plus efficaces et faciles à faire. Cette évolution accentue la dégradation de la discipline syndicale et l'accent mis sur les revendications catégorielles. Les relations entre le syndicat et la base sont de plus en plus difficiles tandis que le fossé se creuse entre les travaux répétitifs et ceux des techniciens ou des administrateurs.

L'identification des travailleurs à l'entreprise n'est pas réalisée. Il n'existe qu'un équilibre syndicats-entreprise-base qui peut se rompre à tout moment. La constatation la plus importante à faire pour l'avenir, c'est que le problème s'est déplacé : il ne s'agit plus du pouvoir politique, mais de l'identité de groupe (ethnique, culturel, idéologique ou religieux) et du droit de ne pas appartenir au système.

**A.P.**

\* Directeur de la fondation Bertrand Russel, Edimbourg, Grande-Bretagne.

\*\* Professeur de Sociologie, Université d'Urbino, Italie.

**André Gorz \***

## Auto-gouvernement

On en arrive à la nécessité d'inventer des tendances politiques nouvelles qu'on appelle « auto-gouvernement » ou auto-contrôle, où c'est effectivement la base qui a le pouvoir, là où elle travaille, là où elle vit.

Cette nécessité prend corps dans de nouveaux thèmes de lutte, que l'on peut schématiquement regrouper en trois catégories :

1. La défense inconditionnelle de la santé des travailleurs. Autrement dit, pour prendre un exemple concret, « plus question d'accepter quelque « prime d'insalubrité » que ce soit ! ».

2. La défense de l'intégrité culturelle des travailleurs. On retrouve là un thème courant en période de crise et le recours à la solution pédagogique. Mais il faut partir du principe suivant : tous les ouvriers sont culturellement sous-employés. On pourra y remédier en supprimant toutes les tâches non qualifiées, mais surtout...

3. ... en admettant que l'école actuelle, qui ne sert à rien d'autre qu'à sélectionner et à perpétuer les inégalités sociales soit totalement bouleversée : dans une société au service de tous, temps de travail et temps d'étude ne doivent plus être cloisonnés. Les ouvriers doivent avoir le droit d'apprendre et les étudiants de travailler : des étudiants, dont la formation se trouve, actuellement, à de rares exceptions près, totalement détachée de la réalité socio-économique. Cette inadaptation est l'une des causes de la prolétarisation progressive des intelligentsia technique. Phénomène nouveau, encore mal compris surtout par les principaux intéressés.

**Miroslav Pecujlic \*\***

## L'avenir du modèle yougoslave

Le « modèle yougoslave » n'est nullement une recette, mais un élément local d'une tendance universelle. C'est une révolution antibureaucratique inachevée dans un nouveau contexte mondial.

Nous sommes au seuil d'une civilisation d'abondance matérielle qui offre de nouveaux espaces de liberté. Mais la qualité de la vie qui est ainsi potentielle ne peut se réaliser qu'en devenant prioritaire. Jusqu'ici, le progrès a été payé en vies humaines, esclaves de la domination mécanique. Maintenant le modèle cybernétique remplace le modèle mécanique et marque l'entrée de la science dans la production. La machine cybernétique se chargeant de toute une série d'opérations intellectuelles, laisse le champ libre à un travail de conception qui réclame la coopération volontaire et l'initiative. La participation, l'autogestion deviennent un impératif technologique. **M.P.**

\* Co-Directeur des « Temps Modernes », Paris.

\*\* Professeur à la Faculté de Droit de Belgrade, Yougoslavie.

« Le crépuscule des yeux », J.-M. Folon  
Séigraphie réalisée pour  
les lunettes Essilor,  
exposée à la galerie Marquet  
du 18 octobre au 18 novembre 1972



